Lutte contre la pauvreté

Les députés déçus par l'objectif « peu ambitieux » d'UE 2020

Par Sophie Petitjean | vendredi 05 mars 2010

Heureux d'accueillir le commissaire Laszlo Andor (Emploi/Affaires sociales) à leur réunion, les députés de la commission de l'emploi et des affaires sociales (EMPL) ont aménagé leur ordre du jour, le 4 mars, pour ouvrir le débat sur la toute fraîche stratégie UE 2020, publiée la veille par l'exécutif européen. Ce qui préoccupe surtout les députés, c'est l'objectif - qu'ils jugent majoritairement trop peu ambitieux - avancé par la Commission en matière de réduction de la pauvreté dans l'Union européenne : elle propose de réduire de 25 % le nombre d'Européens vivant au-dessous des seuils de pauvreté (1), afin de faire sortir 20 millions de personnes de la pauvreté. « Il est inacceptable qu'à l'heure actuelle, presque 80 millions de gens en Europe vivent sous le seuil de pauvreté », a déclaré la veille le président de la Commission José Manuel Barroso.

QUEL RôLE POUR LE PARLEMENT ?

Durant l'échange de vue en commission EMPL, les députés ont exposé leurs doutes, voir pour certains, leur déception devant des chiffres « *si peu ambitieux* ». Sur la mise en place de normes minimales européennes, Laszlo Andor a fait savoir qu'il était tout à fait prêt à discuter de normes, mais qu'il y aurait des programmes adaptés à chaque État membre. « *Il n'y a pas de méthodologie unique et la Commission aidera les États à mettre en œuvre leur propre méthodologie.* »

En réponse aux diverses idées proposées par les eurodéputés, il a fait savoir qu'il n'était pas impossible de modifier le document s'il y avait un « consensus fort, avec des demandes allant dans le même sens ». La présidente de la commission EMPL, la Française Pervenche Berès (S&D), a quant à elle conclu en rappelant le peu de résultats de Lisbonne, notamment en matière de croissance, et a indiqué sa préférence pour le terme « solidarité et soutenabilité » pour nommer cette stratégie.

Une bonne base pour EAPN

S'il suggère également un changement d'appellation au niveau des objectifs d'inclusion (proposant le terme « plan d'action contre la pauvreté et l'inégalité » pour remplacer « plateforme contre la pauvreté »), le Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (EAPN) accueille favorablement la proposition de la Commission. Il appelle les États membres à la soutenir, soulignant que les dix ans de Lisbonne n'auront pas permis d'apporter des résultats en matière de lutte contre la pauvreté. « Ce qui va compter maintenant c'est la manière dont il va être transféré au niveau national, avec des objectifs et des sous-objectifs chiffrés nationaux assurant que l'attention n'aille pas seulement aux personnes les plus faciles à atteindre », a déclaré Ludo Horemans, président d'EAPN.

La stratégie UE 2020 : <u>www.europolitique.info > recherche = 267648</u>